

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-C02

DU 28 JANVIER 2022

DIVERSES MESURES RÉGIONALES DANS LE CADRE DE LA CRISE DU COVID-19

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime d'Aide d'État SA.56985 (2020/N) – France – Covid-19 relatif au régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises du 20 avril 2020 modifié ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique et notamment l'article 1424-1 ;

VU la délibération n° CP 2020-408 du 23 septembre 2020 - la politique régionale en faveur de la santé en Île-de- France – 5ème affectation pour 2020 ;

VU la délibération n° CR 2020-046 du 24 septembre 2020 relatif à la prorogation des dispositifs liés à la crise Covid-19 ;

VU la délibération n° CP 2020-C28 du 15 octobre 2020 – Diverses mesures régionales dans le cadre de la crise du Covid-19 ;

VU la délibération n° CP2020-450 du 18 novembre 2020 - la politique régionale en faveur de la santé en Île-de- France 5ème affectation pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2021-C02 du 21 janvier 2021 – la politique régionale en faveur de la santé et des solidarités en Île-de-France - dépenses relatives à la crise du covid-19 ;

VU la délibération n° CR 2021-C01 du 4 février 2021 – Mesure en matière de lutte contre la covid-19 - soutien aux services de soins critiques de la région Ile-de-France par la création de lits de réanimation modulaires pour les hôpitaux franciliens ;

VU la délibération n° CP 2021-C11 du 1er avril 2021 relative à la politique régionale en faveur de la santé et des solidarités en Île-de-France - dépenses relatives à la crise du covid-19 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 22 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-C24 du 22 septembre 2021 relative à diverses mesures régionales dans le cadre de la crise du covid-19 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-C02 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Subvention spécifique en fonctionnement pour la Croix-Rouge Française

Décide de participer, au titre d'un dispositif spécifique, au soutien à la Croix-Rouge Française par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **380 000 €** pour le financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération.

Approuve la convention spécifique à passer avec la Croix-Rouge française présentée en annexe 1 de la présente délibération. Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention précitée et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **380 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Développement social et santé », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 01) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 13 « Région solidaire – Covid 19 », au titre du budget 2022.

Article 2 : Attribution de subventions aux communes franciliennes et établissements d'enseignement supérieur mobilisés dans la campagne de vaccination contre la Covid19.

Décide de participer au titre du dispositif « Attributions de subventions aux communes et à leurs groupements mobilisés dans la campagne de vaccination contre la Covid19 » au financement de **4** projets détaillés en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution de 5 subventions d'un montant maximum de **28 074,50 €**.

Subordonne le versement de ces subventions inférieures à 23.000€ à l'envoi de notification.

Affecte une autorisation d'engagement de **15 213,48 €** aux bénéficiaires visés en annexe 2 au titre du dispositif « Attributions de subventions aux communes et à leurs groupements mobilisés dans la campagne de vaccination contre la Covid19 » adopté par délibération n° CP 2021-C02 du 21 janvier 2021 en fonctionnement sur le chapitre 934 « Développement social et santé », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 13 « Région solidaire - Covid 19 » du budget 2022.

Affecte une autorisation de programme de **12 861,02 €** aux bénéficiaires visés en annexe 2, au titre du dispositif « Attributions de subventions aux communes et à leurs groupements mobilisés dans la campagne de vaccination contre la Covid19 » adopté par délibération n° CP 2021-C02 du 21 janvier 2021 en investissement sur le chapitre 904 « Développement social et santé », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 002) « Renforcement de l'offre de soins », action 141 002 04 « Région solidaire - Covid 19 » du budget 2022.

Article 3 : Attribution de subventions aux collectivités franciliennes et établissements d'enseignement supérieur désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19.

Décide de participer au titre du dispositif « Attribution de subventions aux collectivités franciliennes et établissements d'enseignement supérieur désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 » au financement de **12** projets détaillés en annexe 3 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **240 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec les bénéficiaires d'une

convention conforme à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2020-C28 du 15 octobre 2020, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **240 000 €** aux bénéficiaires visés en annexe 3, au titre du dispositif « Attribution de subventions aux collectivités franciliennes et établissements d'enseignement supérieur désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 » adopté par délibération n° CP 2020-408 du 23 septembre 2020 relevant du chapitre 934 « Développement social et santé », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 13 « Région solidaire – Covid 19 » du budget 2022.

Article 4 : *Fiches projet rectificatives et avenants*

Modifie le montant de la subvention, de la base subventionnable ainsi que la récupération de la TVA pour les projets des subventions accordées au Centre Hospitalier Intercommunal de Créteil et Villeneuve-Saint- Georges, dossiers EX056082 et EX056114, votés par la délibération n° CP 2021-C11 du 1er avril 2021, et tels que présentés dans les fiches projets jointes en annexe 4 à la présente délibération.

Désaffecte en conséquence une autorisation de programme d'un montant de 26 074,35 € pour le dossier EX056114 et une autorisation de programme d'un montant de 33 282,53 € pour le dossier EX056082 sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41 002 (141 002) « Renforcement de l'offre de soins », action 142 002 05 « Plan d'urgence santé – Covid 19 » du budget 2021.

Approuve les avenants et fiches projet modifiées figurant en annexe 4 à la présente délibération.

Subordonne le versement des subventions à la signature de ceux-ci et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 5 : *Autorisation de démarrage anticipé*

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions objets de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1133777-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - Subvention spécifique en fonctionnement pour la Croix-Rouge

DOSSIER N° 22001572 - COVID-19 - Opérations de dépistage et de vaccination organisées sur tout le territoire francilien

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	380 000,00 € TTC	100,00 %	380 000,00 €
	Montant total de la subvention		380 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRF CROIX ROUGE FRANCAISE
DELEGATION REGIONALE CRF IDF
Adresse administrative : 8 AVENUE MONTAIGNE IMMEUBLE MAILLE
93160 NOISY LE GRAND
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE LE GALL, Délégué

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID-19 - Opérations de dépistage et de vaccination organisées sur tout le territoire francilien

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2020 - 1 octobre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin de répondre à l'urgence de la situation sanitaire et permettre le déploiement des opérations de dépistage et vaccination, les dépenses doivent être prises en compte de manière anticipée.

Description :

Dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de COVID-19, la Croix-Rouge est mobilisée pour proposer aux Franciliens des dispositifs de dépistage et de vaccination au plus proche de leurs lieux de vie, de loisirs et de travail.

Des centres fixes ou éphémères sont ainsi déployés en milieu rural et dans les zones présentant un taux de circulation du virus important ou une plus faible couverture vaccinale.

Dans la continuité de son engagement pour lutter contre l'épidémie de coronavirus et protéger les Franciliens, la Région souhaite poursuivre son soutien aux dispositifs d'"aller vers" les publics les plus éloignés du système de santé et ainsi contribuer au maillage territorial des opérations covid-19 réalisées en Île-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fonctionnement : Prise en charge de salaires et dépendes de toutes natures	380 000,00	100,00%
Total	380 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	380 000,00	100,00%
Total	380 000,00	100,00%

CONVENTION SPECIFIQUE N° 22001572

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N°CP 2022-C02 du 28 janvier 2022,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : CRF CROIX ROUGE FRANCAISE DELEGATION REGIONALE CRF IDF
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 775672272 31905
Code APE : 88.99B
dont le siège social est situé au : 8 AVENUE MONTAIGNE IMMEUBLE MAILLE 93160 NOISY LE GRAND
ayant pour représentant Monsieur Philippe LE GALL, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre d'un dispositif spécifique, pour un projet visant à déployer des centres de dépistage et de vaccination.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 et n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CP2022-C02 du 28 janvier 2022, la Région Île-de-France a décidé de soutenir CRF CROIX ROUGE FRANCAISE DELEGATION REGIONALE CRF IDF pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : Opérations de dépistage et de vaccination organisées sur tout le territoire francilien. (référence dossier n°22001572).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 380 000,00 €, soit un montant maximum de subvention de 380 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	380 000,00 €	100 %	380 000,00 €
Montant Total de la subvention			380 000,00 €

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation de la réalisation du projet, sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région un bilan qualitatif et quantitatif du projet subventionné (description précise des actions menées, types de bénéficiaires, nombre de bénéficiaires directs et indirects...).

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conservar pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la

réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Pour ce faire, le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité événementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings...).

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 40% de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du

fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- 3 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1^{er} octobre 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 28 janvier 2022.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette

décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°CP2022-C02 du 28 janvier 2022.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
CRF CROIX ROUGE FRANCAISE DELEGATION REGIONALE CRF IDF
Monsieur Philippe LE GALL, Président

ANNEXE 2 - OPERATIONS DE SOUTIEN A LA VACCINATION

DOSSIER N° EX062272 - Aide aux communes, EPCI et établissements d'enseignement supérieur mobilisés pour la vaccination - COMMUNE DE LOUVECIENNES

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et leurs groupements mobilisés dans la campagne de vaccination contre la COVID19 (fonctionnement) (n° 00001235)

Délibération Cadre : CP2021-C02 du 21/01/2021

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et leurs groupements mobilisés dans la campagne de vaccination contre la COVID19 (fonctionnement)	16 200,00 € HT	61,73 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LOUVECIENNES
Adresse administrative : 30 RUE DU GENERAL LECLERC
78430 LOUVECIENNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Dominique Parisot, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide aux communes, EPCI et établissements d'enseignement supérieur mobilisés pour la vaccination

Dates prévisionnelles : 29 novembre 2021 - 28 février 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire.

Description :

La commune de Louveciennes (78) met en place une opération de vaccination contre la covid19 afin de dépister ses habitants.

La commune compte plus de 7 200 habitants et souhaite maintenir une offre importante de vaccination en assurant un accès à la vaccination pour tous, au sein des pharmacies. Le site est ouvert 7 jours sur 7 et peut dispenser un grand nombre de vaccins.

La subvention régionale permettra de prendre en charge les dépenses de fonctionnement liées à l'activité médicale du site.

Localisation géographique :

- LOUVECIENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement (comprend les charges de gestion)	16 200,00	100,00%
Total	16 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (subvention sollicitée)	10 000,00	61,73%
Mairie de Louveciennes	6 200,00	38,27%
Total	16 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX061373 - Aide aux communes, EPCI et établissements d'enseignement supérieur mobilisés pour la vaccination - COMMUNE D'OLLAINVILLE

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et leurs groupements mobilisés dans la campagne de vaccination contre la COVID19 (fonctionnement) (n° 00001235)

Délibération Cadre : CP2021-C02 du 21/01/2021

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et leurs groupements mobilisés dans la campagne de vaccination contre la COVID19 (fonctionnement)	229,00 € HT	100,00 %	229,00 €
	Montant total de la subvention		229,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'OLLAINVILLE

Adresse administrative : 2 RUE DE LA MAIRIE
91340 OLLAINVILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Michel GIRAUDEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide aux communes, EPCI et établissements d'enseignement supérieur mobilisés pour la vaccination

Dates prévisionnelles : 1 mars 2021 - 1 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire.

Description :

La commune d'Ollainville a organisé en lien avec le centre de vaccination d'Arpajon l'opération de vaccination de sa population et en premier lieu les personnes les plus vulnérables.

Localisation géographique :

- OLLAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement (comprend les charges de gestion)	229,00	100,00%
Total	229,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région (sollicitée)	229,00	100,00%
Total	229,00	100,00%

DOSSIER N° EX061372 - Aide aux communes mobilisées pour la campagne de vaccination et aide à l'équipement sanitaire. - MAIRIE DE MAGNANVILLE

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et leurs groupements mobilisés dans la campagne de vaccination contre la COVID19 (fonctionnement) (n° 00001235)

Délibération Cadre : CP2021-C02 du 21/01/2021

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et leurs groupements mobilisés dans la campagne de vaccination contre la COVID19 (fonctionnement)	24 294,88 € HT	20,52 %	4 984,48 €
	Montant total de la subvention		4 984,48 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAGNANVILLE

Adresse administrative : 1 RUE DE LA FERME
78200 MAGNANVILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Michel LEBouc, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide aux communes mobilisées pour la campagne de vaccination et aide à l'équipement sanitaire.

Dates prévisionnelles : 1 mars 2021 - 1 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire

Description :

Dans le cadre de la lutte contre l'épidémie, la commune de Magnanville a créé des centres de vaccination éphémères afin de réaliser 445 vaccinations par jour à raison de 1 jour par semaine. Ces sites sont accessibles aux 6 089 habitants de la commune.

Pour cela, elle sollicite l'appui de la Région pour prendre en charge les dépenses liées à l'activité du site.

Localisation géographique :

- MAGNANVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements et charges de fonctionnement du centre	24 294,88	100,00%
Total	24 294,88	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région (sollicitée)	4 984,48	20,52%
Subvention Commune (attribuée)	19 310,40	79,48%
Total	24 294,88	100,00%

DOSSIER N° 21010806 - Aide aux communes mobilisées pour la campagne de vaccination et aide à l'équipement sanitaire - MAIRIE DE MAGNANVILLE

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et leurs groupements mobilisés dans la campagne de vaccination contre la COVID19 (investissement) (n° 00001236)

Délibération Cadre : CP2021-C02 du 21/01/2021

Imputation budgétaire : 904-41-204141-141002-300

Action : 14100204- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et leurs groupements mobilisés dans la campagne de vaccination contre la COVID19 (investissement)	2 861,02 € HT	100,00 %	2 861,02 €
	Montant total de la subvention		2 861,02 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAGNANVILLE

Adresse administrative : 1 RUE DE LA FERME
78200 MAGNANVILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Michel LEBouc, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide aux communes mobilisées pour la campagne de vaccination et aide à l'équipement sanitaire.

Dates prévisionnelles : 1 mars 2021 - 1 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire

Description :

Dans le cadre de la lutte contre l'épidémie, la commune de Magnanville a créé des centres de vaccination éphémères afin de réaliser 445 vaccinations par jour à raison de 1 jour par semaine. Ce site est accessible aux 6 089 habitants de la commune.

Pour cela, elle sollicite l'appui de la Région pour prendre en charge les dépenses liées à l'activité du site.

Localisation géographique :

- MAGNANVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement (comprend les achats d'équipements)	2 861,02	100,00%
Total	2 861,02	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (subvention sollicitée)	2 861,02	100,00%
Total	2 861,02	100,00%

DOSSIER N° EX061777 - Aide aux communes, EPCI et établissements d'enseignement supérieur mobilisés pour la vaccination - MAIRIE D'AUBERVILLIERS

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et leurs groupements mobilisés dans la campagne de vaccination contre la COVID19 (investissement) (n° 00001236)

Délibération Cadre : CP2021-C02 du 21/01/2021

Imputation budgétaire : 904-41-204141-141002-300

Action : 14100204- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et leurs groupements mobilisés dans la campagne de vaccination contre la COVID19 (investissement)	24 630,70 € HT	40,60 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUBERVILLIERS
Adresse administrative : 2 RUE DE LA COMMUNE DE PARIS
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Karine FRANCKET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide aux communes, EPCI et établissements d'enseignement supérieur mobilisés pour la vaccination

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2021 - 1 février 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison de l'urgence sanitaire, la commune a mis en place rapidement un centre de vaccination.

Description :

La commune d'Aubervilliers a souhaité mettre en place, dès le début des opérations, un centre de vaccination ouvert 6 jours par semaine.

Le centre permet aux 83 000 habitants de la commune d'accéder à une offre de vaccination, à raison de 300 vaccins par jour injectés, en vue de se protéger du Covid-19.

L'aide régionale permet de prendre en charge les dépenses d'investissement nécessaire à la création et le maintien du centre.

Localisation géographique :

- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement (comprend les achats d'équipements)	24 630,70	100,00%
Total	24 630,70	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	40,60%
Subvention Commune (attribuée)	14 630,70	59,40%
Total	24 630,70	100,00%

ANNEXE 3 - OPERATIONS DE SOUTIEN AU DEPISTAGE

DOSSIER N° EX062266 - Aide aux collectivités et aux établissements d'enseignement supérieur pour dépistage COVID19 - COMMUNE DE LOUVECIENNES (78)

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 (n° 00001231)

Délibération Cadre : CP2020-408 modifiée du 23/09/2020

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19	20 000,00 € HT	100,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LOUVECIENNES
Adresse administrative : 30 RUE DU GENERAL LECLERC
78430 LOUVECIENNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Dominique Parisot, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide aux collectivités et aux établissements d'enseignement supérieur pour dépistage COVID19

Dates prévisionnelles : 22 novembre 2021 - 28 février 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire.

Description :

La commune de Louveciennes (78) met en place une opération de dépistage contre la covid19 afin de dépister ses habitants.

La subvention régionale permettra à la ville de louer un box mobile tout équipé qui sera installé sur le parking de la mairie de la commune pendant 12 semaines afin de pouvoir tester les 7 200 habitants et ainsi endiguer l'épidémie.

Localisation géographique :

- LOUVECIENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise à disposition d'une mobile box tout équipée (matériel de soins et personnel)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (subvention sollicitée)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062354 - Aide aux collectivités et aux établissements d'enseignement supérieur pour dépistage COVID19 - COMMUNE DE ROSNY SUR SEINE

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 (n° 00001231)

Délibération Cadre : CP2020-408 modifiée du 23/09/2020

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19	20 000,00 € HT	100,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROSNY-SUR-SEINE
Adresse administrative : RUE NATIONALE
78710 ROSNY SUR SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur PIERRE YVES DUMOULIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 1 juin 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire

Description :

La commune de Rosny-sur-Seine sollicite une aide de la Région afin de pouvoir proposer aux 6 658 habitants un box de dépistage ouvert 5 jours par semaine.

La subvention permettra la prise en charge des équipements et ressources nécessaires au fonctionnement de l'installation.

Localisation géographique :

- ROSNY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fonctionnement du centre	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062364 - Aide aux collectivités et aux établissements d'enseignement supérieur pour dépistage COVID19 - COMMUNE DE MONTSOULT

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 (n° 00001231)

Délibération Cadre : CP2020-408 modifiée du 23/09/2020

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19	20 300,00 € HT	98,52 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTSOULT
Adresse administrative : 21 RUE DE LA MAIRIE
95560 MONTSOULT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Silvio BIELLO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 1 juin 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire

Description :

Face à la reprise épidémique, la commune souhaite offrir à sa population la capacité de se faire dépister facilement.

La subvention régionale vise à prendre en charge les frais de fonctionnement de l'unité de dépistage Covid19 avec notamment la mise à disposition de personnels de santé et de matériel médical.

Localisation géographique :

- MONTSOULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise à disposition d'une boxe mobile tout équipé : personnels et matériel	20 300,00	100,00%
Total	20 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	98,52%
Subvention Commune (attribuée)	300,00	1,48%
Total	20 300,00	100,00%

DOSSIER N° EX062389 - Aide aux collectivités et aux établissements d'enseignement supérieur pour dépistage COVID19 - COMMUNE DE PUSSAY

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 (n° 00001231)

Délibération Cadre : CP2020-408 modifiée du 23/09/2020

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19	20 000,00 € HT	100,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PUSSAY
Adresse administrative : PLACE DU JEU DE PAUME
91740 PUSSAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur GREGORY COURTAS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mettre en place un centre de dépistage.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2022 - 15 avril 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire

Description :

Face à la reprise de l'épidémie, la commune de Pussay souhaite monter un dispositif de dépistage accessible 6 jours par semaine sur les 3 prochains mois.

Le soutien de la Région permettra la prise en charge des dépenses de fonctionnement du site et notamment pour l'acquisition du matériel médical.

Localisation géographique :

- PUSSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fonctionnement du site (dont équipement médical)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062459 - Aide aux collectivités et aux établissements d'enseignement supérieur pour dépistage COVID19 - COMMUNE DE VILLABÉ

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 (n° 00001231)

Délibération Cadre : CP2020-408 modifiée du 23/09/2020

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19	20 300,00 € HT	98,52 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLABE
Adresse administrative : 34 BIS AVENUE DU 08 MAI 1945
91100 VILLABE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Karl DIRAT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place d'un centre de dépistage.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2022 - 15 avril 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire

Description :

La commune de Villabé (91) met en place une opération de dépistage contre la covid19 afin de protéger ses habitants.

La subvention régionale permettra à la ville de mettre en place une station mobile de dépistage équipé, elle sera installée sur l'espace public municipal durant 2 mois afin, de pouvoir tester les 5.500 habitants et ainsi endiguer l'épidémie.

Localisation géographique :

- VILLABE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise à disposition d'une mobile box tout équipée (matériel de soins et personnel)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (subvention sollicitée)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062461 - Aide aux collectivités et aux établissements d'enseignement supérieur pour dépistage COVID19 - MAIRIE DE MONTESSON (78)

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 (n° 00001231)

Délibération Cadre : CP2020-408 modifiée du 23/09/2020

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19	20 300,00 € HT	98,52 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTESSON
Adresse administrative : PLACE ROLAND GAUTHIER
78360 MONTESSON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Nicole BRISTOL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un centre de dépistage.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2022 - 15 avril 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire

Description :

La commune de Montesson (78) met en place une opération de dépistage contre la covid19 afin de protéger ses habitants.

La subvention régionale permettra à la ville de réaliser de tests de dépistage via un mobil'test équipé, il sera installé au Parc des Sophoras durant 2 mois afin, de pouvoir tester les 15.300 habitants et ainsi endiguer l'épidémie.

Localisation géographique :

- MONTESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise à disposition d'une mobile box tout équipée (matériel de soins et personnel)	20 300,00	100,00%
Total	20 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	98,52%
Subvention Commune (attribuée)	300,00	1,48%
Total	20 300,00	100,00%

DOSSIER N° EX062464 - Aide aux collectivités et aux établissements d'enseignement supérieur pour dépistage COVID19 - VILLE DE RUNGIS (94)

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 (n° 00001231)

Délibération Cadre : CP2020-408 modifiée du 23/09/2020

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19	20 000,00 € HT	100,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAIRIE COMMUNE DE RUNGIS

Adresse administrative : 5 RUE SAINTE-GENEVIEVE
94150 RUNGIS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Bruno MARCILLAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un centre de dépistage.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2022 - 15 avril 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire

Description :

La commune de Rungis (94) met en place une opération de dépistage contre la covid19 afin de dépister ses habitants.

La subvention régionale permettra à la ville de réaliser des tests de dépistage via un box mobile de dépistage tout équipé, durant 3 mois, 6 jours par semaine afin, de pouvoir tester les 5.400 habitants et ainsi endiguer l'épidémie.

Localisation géographique :

- RUNGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise à disposition d'une mobile box tout équipée (matériel de soins et personnel)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062465 - Aide aux collectivités et aux établissements d'enseignement supérieur pour dépistage COVID19 - FRENEUSE (78)

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 (n° 00001231)

Délibération Cadre : CP2020-408 modifiée du 23/09/2020

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19	20 000,00 € HT	100,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FRENEUSE MAIRIE
Adresse administrative : 89 RUE CHARLES DE GAULLE
78840 FRENEUSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Ghislaine HAUETER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un centre de dépistage.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2022 - 15 avril 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire

Description :

La commune de Freneuse (78) met en place une opération de dépistage contre la covid19 afin de dépister ses habitants.

La subvention régionale permettra à la ville de réaliser des tests de dépistage via un module "box mobil" tout équipé, durant 3 mois, 6 jours par semaine afin, de pouvoir tester les 4.324 habitants et ainsi endiguer l'épidémie.

Localisation géographique :

- FRENEUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise à disposition d'une mobile box tout équipée (matériel de soins et personnel)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062470 - Aide aux collectivités et aux établissements d'enseignement supérieur pour dépistage COVID19 - COMMUNE DU CHESNAY-ROCQUENCOURT (78)

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 (n° 00001231)

Délibération Cadre : CP2020-408 modifiée du 23/09/2020

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19	20 000,00 € HT	100,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU CHESNAY-ROCQUENCOURT
Adresse administrative : BP 150
78150 LE CHESNAY ROCQUENCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Richard DELEPIERRE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un centre de dépistage.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2022 - 15 avril 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire

Description :

La commune de Chesnay-Rocquencourt (78) met en place une opération de dépistage contre la covid19 afin de protéger ses habitants.

La subvention régionale permettra à la ville la mise à disposition pour les 31.871 habitants d'un dispositif de dépistage par PCR du Covid19 (90 tests par jour) ouvert 6 jours par semaine, pour une durée de 3 mois, dans un local dédié au sein d'un Centre Commercial Régional.

Localisation géographique :

- LE CHESNAY-ROCQUENCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise à disposition d'une mobile box tout équipée (matériel de soins et personnel)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062471 - Aide aux collectivités et aux établissements d'enseignement supérieur pour dépistage COVID19 - VILLE DE MORANGIS (91)

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 (n° 00001231)

Délibération Cadre : CP2020-408 modifiée du 23/09/2020

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19	20 000,00 € HT	100,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MORANGIS
Adresse administrative : 12 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
91420 MORANGIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Brigitte VERMILLET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un centre de dépistage.

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2022 - 15 avril 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire

Description :

La commune de Morangis (91) met en place une opération de protéger contre la covid19 afin de dépister ses habitants.

La subvention régionale permettra à la ville de réaliser des tests de dépistage environ 100 par jour à raison de 6 jours par semaine durant 3 mois. L'unité mobile de dépistage ainsi que le personnel médical adapté, seront installés à proximité de la salle des Fêtes (Espace Pierre Amoyal).

Localisation géographique :

- MORANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise à disposition d'une mobile box tout équipée (matériel de soins et personnel)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062484 - Aide aux collectivités et aux établissements d'enseignement supérieur pour dépistage COVID19 - COMMUNE DE SAVIGNY-SUR-ORGE (91)

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 (n° 00001231)

Délibération Cadre : CP2020-408 modifiée du 23/09/2020

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19	20 000,00 € HT	100,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAVIGNY SUR ORGE
Adresse administrative : 48 AVENUE CHARLES DE GAULLE
91600 SAVIGNY SUR ORGE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alexis TEILLET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : de créer un centre de dépistage.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 1 juin 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire

Description :

La commune de Savigny-sur-Orge (91) met en place une opération de dépistage contre la covid19 afin de protéger ses habitants.

La subvention régionale permettra à la ville de pouvoir tester les 37.000 habitants en fonctionnant 5 jours par semaine à raison de 150 tests par jour durant 3 mois via l'unité mobile qui sera implantée sur un parking du marché.

Localisation géographique :

- SAVIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise à disposition d'une mobile box tout équipée (matériel de soins et personnel)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062492 - Aide aux collectivités et aux établissements d'enseignement supérieur pour dépistage COVID19 - COMMUNE DE VERSAILLES

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 (n° 00001231)

Délibération Cadre : CP2020-408 modifiée du 23/09/2020

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19	20 000,00 € HT	100,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERSAILLES

Adresse administrative : 4 AVENUE DE PARIS
78000 VERSAILLES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur François DE MAZIERES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un centre de dépistage

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2022 - 15 avril 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire

Description :

La commune de Versailles souhaite proposer une offre de dépistage ouverte à tous ses habitants face à la reprise épidémique.

La subvention régionale permettra la mise en place et le fonctionnement du centre 6 jours par semaine pour les 2 prochains mois. L'unité mobile sera localisée en centre ville afin d'être accessible facilement à toute la population.

Localisation géographique :

- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise à disposition d'une mobile box tout équipée (matériel de soins et personnel)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

ANNEXE 4 - AVENANTS ET FP RECTIFICATIVES REANIMATION

AVENANT N°1
A LA CONVENTION N° CP CP2021-C11 DU 1^{er} AVRIL 2021
AU TITRE DU SOUTIEN A LA CREATION DE LITS DE REANIMATION EPHEMERE
N° CP 2022-C02 (dossier n° EX056082)

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
agissant en vertu de la délibération CP n° 2022-C02 du 28 janvier 2022,
ci-après dénommée la " Région "

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : CENTRE HOSPITALIER
CRETEIL

dont le statut juridique est : Etablissement Public
Hospitalier

dont le siège social est situé au : 40 AVENUE DE VERDUN 94000 CRETEIL

ayant pour représentant : Madame Catherine VAUCONSANT, Directrice générale,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :

En vertu de la délibération n° CP 2021-C11 du 1^{er} avril 2021 une subvention d'un montant maximum de 199 695,18 € a été attribuée au bénéficiaire au titre du dispositif de soutien à la réanimation éphémère des hôpitaux franciliens.

A la suite d'une erreur intervenue dans la fiche projet, l'indication relative à la récupération de la TVA est modifiée. En effet, l'organisme récupère tout ou partie de la TVA, et le montant de la base subventionnable doit être considéré en HT.

ARTICLE 1 : Objet de l'avenant

Modifie la base subventionnable de la subvention accordée à CENTRE HOSPITALIER CRETEIL par délibération CP n° 2021-C11 du 1^{er} avril 2021 conformément à la fiche-projet modificative annexée au présent avenant.

La base subventionnable à prendre en compte est 166 412,65€ HT et le montant de la subvention s'élève à 166 412,65 €.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet dès sa notification au titulaire.

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

ARTICLE 3

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, l'avenant n°1 et la fiche-projet modifiée approuvée par délibération n°CP 2022-C02 du 28 janvier 2022.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France
Le Directeur Général Adjoint
Pôle des politiques sportives, de santé, de solidarité et de modernisation

Cédric ARCOS

Le

Le bénéficiaire

CENTRE HOSPITALIER CRETEIL
Madame Catherine VAUCONSANT, Directrice générale

DOSSIER N° EX056082 - Soutien par la création de lits de réanimation modulaires pour les hôpitaux franciliens - CHI DE CRETEIL

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)

Imputation budgétaire : 904-41-204181-141002-300

Action : 14100205- Plan d'urgence santé - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	166 412,65 € HT	100,00 %	166 412,65 €
	Montant total de la subvention		166 412,65 €

RESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTRE HOSPITALIER CRETEIL
Adresse administrative : 0 AVENUE DE VERDUN
4000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Madame Catherine VAUCONSANT, Directrice

RESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutenir la création de lits de réanimation modulaires.

Dates prévisionnelles : 4 février 2021 - 4 février 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Démarrage anticipé en vue de l'urgence sanitaire.

Description :

La structure sollicite l'aide de la Région pour la création de 10 lits de réanimation modulaires. La structure ne dispose pas d'unité de soins intensifs spécialisés équipé en monitoring pouvant servir d'extension au service de réanimation pour la prise en charge des patients COVID. Une extension ne pourrait se faire que par la déprogrammation quasi-totale de l'activité opératoire, d'où la nécessité de localiser un secteur de soins critiques éphémère dans un service standard. Depuis le mois de décembre, le nombre de patients COVID pris en charge en réanimation représente 50 à 80% de l'effectif total. Au vu de la situation épidémique actuelle et des possibles évolutions, la structure souhaite ouvrir une unité de soins critiques éphémère à court terme en sollicitant l'aide du Conseil régional.

Détail du calcul de la subvention :

Prise en charge à 100%

Localisation géographique :

 CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

LAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de matériel de réanimation (monitorage)	166 412,65	100,00%
Total	166 412,65	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	166 412,65	100,00%
Total	166 412,65	100,00%

AVENANT N°1
A LA CONVENTION N° CP CP2021-C11 DU 1^{er} AVRIL 2021
AU TITRE DU SOUTIEN A LA CREATION DE LITS DE REANIMATION EPHEMERE
N° CP 2022-C02 (dossier n° EX056114)

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
agissant en vertu de la délibération CP n° 2022-C02 du 28 janvier 2022,
ci-après dénommée la " Région "
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : CENTRE HOSPITALIER
CRETEIL –VILLENEUVE-SAINT-GEORGES
dont le statut juridique est : Etablissement Public
Hospitalier
dont le siège social est situé au : 40 AVENUE DE VERDUN 94000 CRETEIL
ayant pour représentant : Madame Catherine VAUCONSANT, Directrice générale,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :

En vertu de la délibération n° CP 2021-C11 du 1^{er} avril 2021 une subvention d'un montant maximum de 156 446,12 € a été attribuée au bénéficiaire au titre du dispositif de soutien à la réanimation éphémère des hôpitaux franciliens.

A la suite d'une erreur intervenue dans la fiche projet, l'indication relative à la récupération de la TVA est modifiée. En effet, l'organisme récupère tout ou partie de la TVA, et le montant de la base subventionnable doit être considéré en HT.

ARTICLE 1 : Objet de l'avenant

Modifie la base subventionnable de la subvention accordée à CENTRE HOSPITALIER CRETEIL VILLENEUVE-SAINT-GEORGES par délibération CP n° 2021-C11 du 1^{er} avril 2021 conformément à la fiche-projet modificative annexée au présent avenant.

La base subventionnable à prendre en compte est 130 371,77€ HT et le montant de la subvention s'élève à 130 371,77 €.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet dès sa notification au titulaire.
Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

ARTICLE 3

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, l'avenant n°1 et la fiche-projet modifiée approuvée par délibération n°CP 2022-C02 du 28 janvier 2022.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France
Le Directeur Général Adjoint
Pôle des politiques sportives, de santé, de solidarité et de modernisation

Cédric ARCOS

Le

Le bénéficiaire
CENTRE HOSPITALIER CRETEIL – VILLENEUVE-SAINT-GEORGES
Madame Catherine VAUCONSANT, Directrice générale,

DOSSIER N° EX056114 - Soutien par la création de lits de réanimation modulaires pour les hôpitaux franciliens - CHI DE DE VILLENEUVE-ST-GEORGES

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)

Imputation budgétaire : 904-41-204181-141002-300

Action : 14100205- Plan d'urgence santé - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	130 371,77 € HT	100,00 %	130 371,77 €
	Montant total de la subvention		130 371,77 €

RESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTRE HOSPITALIER CRETEIL
Adresse administrative : 0 AVENUE DE VERDUN
4000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Madame Catherine VAUCONSANT, Directrice générale

RESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutenir la création de lits de réanimation modulaires

Dates prévisionnelles : 4 février 2021 - 4 février 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Démarrage anticipé en vue de l'urgence sanitaire.

Description :

La structure sollicite l'aide de la Région pour la création de 5 lits modulaires.

Le CHI de Villeneuve Saint Georges dispose d'une unité de soins intensifs en cardiologie de 10 lits équipée de moniteurs pouvant servir d'extension au service de réanimation pour la prise en charge des patients COVID. Cependant, une extension dans les conditions actuelles ne peut se faire qu'au prix d'une déprogrammation quasi-totale de l'activité opératoire, d'où la nécessité de localiser un secteur de soins critiques éphémère dans un service « standard » avec les difficultés de fonctionnement qui en découlent : absence de matériel de monitoring, absence de vue directe dans les chambres dont les portes doivent être fermées.

Depuis décembre 2020, le nombre de patients COVID pris en charge en réanimation représente 50 à 80% de l'effectif. Au vu de la situation épidémique actuelle, il est donc primordial d'équiper les chambres de réanimation éphémère de matériel fiable et pouvant communiquer avec la centrale de la réanimation.

Détail du calcul de la subvention :

Prise en charge à 100%

Localisation géographique :
■ VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

LAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de matériel de réanimation : monitoring	92 731,31	71,13%
Achat de matériel de réanimation : ventilation	37 640,46	28,87%
Total	130 371,77	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	130 371,77	100,00%
Total	130 371,77	100,00%